

QUAND LE PEUPLE RELEVE LA TÊTE

RETOUR SUR LE MOUVEMENT DES RETRAITES

Il est sûr qu'en quelques pages, nous ne ferons qu'effleurer le mouvement de luttes de cet automne contre la réforme des retraites. Nous avons avant tout donné la parole à des acteurs/trices pour qu'ils témoignent de leur engagement dans ce combat. Nous ne reviendrons pas sur la position des directions syndicales qui refusent toute idée de confrontation avec le pouvoir, attendant sûrement l'arrivée du messie Strauss-Kahn et du Parti socialiste. Quand on voit dans les autres pays européens la politique menée par les socialistes au pouvoir, il n'y a bien sûr aucune illusion à se faire. Le néo-libéralisme nous mène tout droit à une dégradation de nos conditions de vie dans tous les domaines (social, écologique, politique...) et la dictature des marchés financiers sous la houlette des dirigeants de ce monde (Chine, USA, Europe) a des conséquences désastreuses pour les peuples.

La force de ce Mouvement a été de renouer avec des Assemblées interprofessionnelles et parfois inter-générationnelles. Certes, peut-être encore trop timidement, mais cela dénote d'une capacité lors d'une mobilisation massive à s'auto-organiser, entre syndiqués/non-syndiqués pour ne pas attendre les ordres venus d'en haut. La peur des jeunes est aussi assez caractéristique des pouvoirs politiques et une fois encore ces derniers ont subi les foudres policières. La combativité ouvrière ne peut nous faire oublier que la grève par procuration est vraiment à dénoncer car elle finit par inverser le rapport de force en faveur de celles et ceux qui se battent. Celles et ceux qui se gargarisent d'avoir gagné la bataille de l'opinion sont celles et ceux qui en gouvernant demain continueront cette politique de destruction de ce qui reste du service public et de l'Etat social. C'est aussi sur le terrain des idées et des propositions qu'il faut se battre car loin de nous l'idée de se satisfaire des discours dominants sur le travail et la retraite...

Nous avons tout à construire... continuons le chantier !

SOMMAIRE

page 2 : A Tours comme ailleurs, un mouvement en demi teinte - page 2 : Nîmes - page 3 Rouen : Plutôt 95 que 98 - page 4 : Angers, interview de Guillaume, Sud Education - page 5 : Montpellier, quand les jeunes s'y mettent, ça chauffe ! - page 6 : Strasbourg, les libertaires dans le mouvement... - page 7 : Rodez, Marcillac et Compagnie, la résistance en caravane - page 8 : Nantes, interview de Manu de la CARSAT - page 10 : Nantes, interview de Ronan de la CGT - page 11 : Nantes, interview d'Alizé Lycéenne - page 12 : Lyon, la police fait taire la contestation - page 12 : Rennes, expulsion de la maison de la grève - page 13 : déclaration de la rencontre hexagonale de Nantes - page 13 : répression, la jeunesse en point de mire - page 14 : interview du journal de lutte *Jusqu'ici* - page 15 : réflexions d'après lutte...

A TOURS COMME AILLEURS

UN MOUVEMENT EN DEMI TEINTE

Tours a connu, comme dans bien d'autres villes, de grosses mobilisations pendant le mouvement contre le projet de loi sur les retraites. Ce sont plusieurs dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté lors des journées appelées par l'intersyndicale au niveau national. Bon nombre de manifestants (syndicalistes, militants politiques et des non encartés) éprouaient de la lassitude par rapport à ces mobilisations sans lendemain. Il devenait de plus en plus évident, qu'on ne pourrait faire fléchir le gouvernement avec cette stratégie impulsée par les bureaucraties syndicales.

En Indre et Loire, Solidaire avait quitté l'intersyndicale départementale depuis plusieurs mois. Les premières assemblées générales interpro se sont tenues début octobre. Elles regroupaient des militants syndicaux, essentiellement de Solidaire, mais aussi quelques uns venant de la CGT, des travailleurs, des précaires, des chômeurs et quelques étudiants. L'objectif de ces AG étaient de participer à la mobilisation pour la grève générale. Dans le contexte du mouvement national, des initiatives furent organisées afin de maintenir quotidiennement l'atmosphère de mobilisation. Ainsi, l'AG interpro appela à plusieurs reprises à des manifestations en dehors des journées nationales d'action, tout en appelant également à ces dernières. Pendant les journées de mobilisation de lycéens, ces derniers ont marqué, comme ailleurs, le mouvement par leur présence massive dans la rue. Mais on ne peut pas dire qu'il y ait eu de réelles jonctions entre eux et l'AG interpro. Ils n'ont pratiquement pas participé à celles-ci. Au niveau de la fac, la grosse majorité des étudiants restèrent passifs par rapport à ce mouvement, bien qu'il y eu des AG organisées dans l'université. Plusieurs blocage ont eu lieu, dont le plus significatif a été celui du dépôt pétrolier de Saint Pierre des Corps, dans la banlieue de Tours. Il fut évacué par les flics sans aucune résistance de la part des personnes présentes. Il n'y eut aucune tentative pour le blo-

quer à nouveau. De même, un des dépôts de la compagnie des bus urbains fut bloqué deux fois ainsi que le dépôt des camion-poubelles. Des plateformes alimentant des centres commerciaux le furent également, mais de manière très sporadique, sans qu'il n'y eu d'incidences sur l'activité des supermarchés. Des piquets ont été organisés, en particulier par les cheminots sans que la circulation des trains soit entravée (Certains d'entre eux sont poursuivis par la direction régionale de la SNCF. Ils sont accusés d'avoir posé des obstacles sur des voies pour entraver la circulation des trains. L'AG interpro est très active pour les soutenir). Un des aspects positifs de ces actions c'est la présence de travailleurs de différents secteurs, mais aussi des chômeurs, des étudiants. Ils se sont ainsi rencontrés et des liens ont pu être tissés. Il est envisagé d'organiser des rassemblements réguliers dans la suite du mouvement, sur le modèle « Des Folles de la place de mai » en Argentine.

Le 6 novembre s'est tenue, à Tours, à l'appel de l'AG interpro une rencontre de différentes assemblées générales de plusieurs villes. Elle a été suivie par celle de Nantes le 27. Une autre est prévue à Chambéry en janvier.

DES CONFLITS ET DES DÉBATS ÉVACUÉS

Le mouvement à Tours connu les clivages qu'on retrouve dans plusieurs villes. Grosso modo, il y avait une majorité de personnes, dans laquelle on retrouve bon nombre de militants de Solidaire et d'autres syndicats et provenant pour certains du NPA et de l'AL, œuvraient pour que la lutte se cantonne au retrait du projet ; de l'autre, une minorité, provenant pour leur grande majorité d'autres milieux (précaires, chômeurs, ceux qu'on dénomme « les radicaux », des travailleurs), voulaient poser des revendications allant au delà du simple « retrait du projet », comme par exem-

NIMES

A Nîmes, le mouvement s'est au départ, coordonné autour d'un collectif de syndiqués et non syndiqués. Rapidement déserté par les structures syndicales qui ont préférés mener des actions en leur propre nom. A ce jeu, l'UD (union départementale) CGT fut la plus prompt et mit en place la majorité des blocages, zone commerciale (carré sud), central du crédit agricole, central de distribution d'Auchan (rejoint par les travailleurs de cette même central) de ralentissement, axes routier avec diff de tract et péage gratuit. Les lycéen-ne-s, avec une volonté d'indépendance vis à vis des organisations syndicales et politiques ont quant à eux, bloqués la quasi totalité des lycées Nîmois et organisés des manifs sauvages*.

Tout ceci, ponctué par les manifs nationales* réunissant jusqu'à 35 000 personnes dans les rues de Nîmes.

Ne possédant plus de structure collective permettant de mettre en place d'autres actions en nombre, les autres syndicats (FO, CNT, Solidaires 30 et la FSU), les organisations politiques (No Pasaran, 30, la FA et ATTAC) et des individus, n'ont alors plus eu qu'un rôle de participant aux actions CGT mais pas d'acteurs des prises décisions. Depuis début novembre, la situation a changé. La CGT est aux abonnés absents, et, sous l'impulsion de Solidaires 30, un collectif de syndiqués et de non syndiqués s'est recrée : L'Assemblée Générale (ag.nimes@laposte.net) composé d'une majorité d'individu(e)s, de Solidaires 30, ATTAC, No Pasaran 30 et la FA.

Cette fois, les réunions sont ouvertes et permettent à tout un chacun de rejoindre et participer à la lutte de façon autogérée.

A ce jour, le collectif a mis en place, une action de blocage de train, une commémoration du gain des acquis sociaux du CNR (Conseil National de la Résistance) le 11 Novembre et lors de la dernière manif, (très peu suivi 1 000 personnes) un die in pour signifier la mort de nos acquis sociaux, une occupation de la CCI (chambre du commerce et l'industrie) et du conseil général du Gard. Le collectif participe également aux réunions du collectif national. La lucha sigue...

*6 voitures seront brûlées lors de l'une d'entre elle. S'en suivront 2 arrestations

*Celle du 28 octobre a vu s'opposer manifestant et policier en fin de manif et à occasionner 4 arrestations. Pour l'instant, 2 peines ont été prononcées, 6 mois de prison avec sursis avec 5 000 euros d'amende pour jet de pierre et blessure de 3 flics, et 3 mois de prisons avec sursis avec 500 euros d'amende pour jet de pierre.





ple une retraite égale pour tous. Des tensions fortes au sein des AG interpro ont vu le jour. Les premiers reprochant au second de faire le jeu de la CFDT. N'étant pas fondamentalement contre le projet de loi, elle proposait de négocier sur l'emploi des jeunes et des séniors.

Il est dommage que ces débats sur les revendications et les stratégies de lutte n'aient pas eu lieu. Avancer l'idée d'une retraite égale pour tous permet de poser la question de l'inégalité des revenus et de leurs faiblesses pour la grande majorité des personnes. Cette revendication permet aussi de construire des liens entre salariés (futurs retraités), chômeurs, précaires et ceux bénéficiant du RSA, de l'Allocation Adulte Handicapés, etc. La retraite devient un revenu parmi d'autres. A partir de là, on peut construire des convergences d'intérêts entre différentes couches de la population qui souvent ne se côtoient pas, voire s'ignorent. Elle permet de poser la question du partage égalitaire des richesses, voire de remettre en cause la centralité de la valeur du travail.

On peut avoir le même raisonnement par rapport aux sans papiers. Ils sont maintenus dans des conditions de vie extrêmement dures, avec l'épée de Damoclès en permanence sur la tête qu'est l'expulsion du territoire. Il est évident que l'Etat ne pourra et ne voudra jamais tous les expulser. Des secteurs de la production en ont besoin pour être rentables (agriculture, bâtiment, hôtellerie, restauration...). D'un point de vue économique, les sans papiers sont instrumentalisés pour faire pression sur le marché du travail et ainsi permettre la dégradation des conditions de travail et de vie, pour une exploitation encore plus forte. Il en va de même à propos du recul de l'âge de la retraite. La grande majorité des futurs retraités aura cessé de travailler bien avant d'avoir le nombre annuités et atteint l'âge requis.

La contre réforme des retraites a au moins trois objectifs

* Faire en sorte que les futurs "séniors", dont la grande majorité seront au chômage, soient également instrumentalisés pour faire pression sur le marché du travail pour renforcer, comme pour les sans papiers, la dégradation des conditions de travail. De ce point de vue, il aurait intéressant de relier la revendication « des papiers pour tous » avec celle sur le retrait du projet de loi sur les retraites. Dans un contexte de travailleurs sans papiers mobilisés pour leur régularisation, cela aurait pu renforcer le rapport de forces.

* Les capitalistes affirment clairement que les Trente Glorieuses, c'est terminé ! Cette parenthèse anachronique dans l'histoire du capitalisme doit se refermer et laisser place à un fonctionnement normal de celui-ci. Cela suppose de remettre en cause tous les acquis sociaux (Sécurité sociale,... et pourquoi pas à terme les congés payés ?) conduisant à la fin de l'Etat providence. Par exemple, qu'est-ce qu'un retraité pour un capitaliste ? C'est un être humain qui arrive à vivre sans qu'il est besoin de faire appel au travail salarié pour subvenir à ses besoins. C'est un non-sens pour les capitalistes. Pour qu'ils puissent continuer à nous exploiter, il faut que la grande majorité de la population n'est pas d'autre

choix que celui d'accepter les conditions du travail salarié telles que les imposent les capitalistes. Il ne doit pas avoir d'échappatoire au salariat. C'est ce qu'ils appellent la liberté du travail !

* L'objectif est aussi de réduire les déficits, c'est-à-dire faire payer la crise par les dominés et les exploités et de donner ce vaste marché potentiel au privé.

C'est à des véritables choix de société auxquels s'affrontait le mouvement. De ce point de vue, la lutte était éminemment politique. En se limitant à la revendication « retrait du projet », le mouvement ne pouvait pas gagner. Si l'on voulait espérer pouvoir infléchir la position du gouvernement, il aurait fallu construire des convergences de classe entre différentes couches de la population et renforcer la solidarité qui commencer à se concrétiser avec les travailleurs européens. Le fait que salariés belges empêchent des camions citernes de venir s'approvisionnaient dans leur pays pour permettre de contourner le blocage des raffineries en France est une manifestation de la solidarité extrêmement importante. Sarkozy n'a fait que remplir les obligations européennes que lui avaient léguées Chirac et Jospin. En 2002, ils avaient signé un accord avec leurs partenaires prévoyant la réforme des retraites avec pour échéance 2010 (par exemple, dans ce même accord était prévue la privatisation d'EDF).

JC

ROUEN

Plutôt 95 que 98

Octobre en Normandie, on se les caille souvent bien sévère, mais cette année, l'occasion nous a été donnée de se réchauffer un peu sur les piquets de grève, auprès des feux de palettes. Ça c'est passé devant les dépôts de carburant et notamment le plus célèbre d'entre eux, le Terminal Rubis, qui est devenu le point de ralliement de la lutte sur Rouen. La mobilisation est partie, comme dans le reste de la France, des blocages entrepris par différents secteurs (le Rail, la Poste et la raffinerie Pétroplus). Peu à peu, les travailleurs ont vu arriver ceux qu'ils appelaient les « jeunes », terme un peu flou qui englobaient tous ceux qui venaient aux piquets sans mot d'ordre syndical, parfois étudiants, parfois non. Intrigués, amusés, impressionnés (« Ah bah vous alors, vous êtes prêts pour la révolution ! »), la plupart des travailleurs ont accueilli nos coups de mains et nos idées avec intérêt.

Les quelques semaines de mouvement ont été porteuses d'une énergie nouvelle. Par l'intensité des actions de blocage, par les rencontres inimaginables quelques temps auparavant, par le sentiment de déborder par endroit les logiques syndicales. La jubilation de faire reculer les flics, coude à coude avec des travailleurs de la zone industrielle, au petit matin, ferait presque oublier les coups fourrés des petits chefs CGT du coin (verrouillage de l'intersyndicale, rumeurs et fantasmes sur les « casseurs », charge contre une banderole étudiante par le SO durant la manifestation du 28 octobre).

Il est encore trop tôt pour dresser un quelconque bilan des effets du mouvement sur le paysage politique rouennais. Ce qui est certain, c'est que nous nous sommes donnés l'envie et les moyens de nous revoir hors des temps de mobilisations forcées, et, en dehors des piquets stratégiques, l'absence de lieu de convergence pérenne s'est fait sentir. C'est entre autre pour cela qu'a été ouvert le squat « L'Habite asociale », deux semaines après la fin du mouvement rouennais. Longue vie à lui!

ANGERS INTERVIEW DE GUILLAUME, SUD EDUCATION

Comment est parti le mouvement sur Angers ?

Dans l'éducation Nationale, le mouvement est parti suite à la journée nationale du Mardi 12 Octobre. L'AG Education 49 a voté très majoritairement la reconduction. Les autres secteurs en lutte à partir de cette date là ont été : SNCF, PCM (une société de métallurgie d'environ 120-130 employés, avec des taux de grévistes reconductibles autour de 90% lors de cette semaine du 12/10), l'incinérateur et la voirie au niveau des services de mairie, quelques routiers, une poignée du CHU et des PTT.

Comment vous êtes-vous structurés ?

Une invitation des cheminots CGT à une AG de grévistes dans un de leur local a servi de base à l'organisation. Ce n'était pas réellement une AG, mais plutôt une réunion - quotidienne - qui fonctionnait au « consensus » en fonction des propositions d'actions. De plus les cheminots avaient une cuisine et organisaient un repas tous les jours pour une somme allant de 3 à 5 en fonction du menu. Enfin nous organisions régulièrement des AG Education pour décider ou non de la reconduction, et pour mettre en place des actions pour étendre la grève dans notre secteur.

Quelles relations y avait-il entre l'intersyndicale et l'interpro ?

L'interpro sur Angers était plus ou moins à l'initiative de syndicats (CGT, Solidaires et FSU). Il y avait également des grévistes non syndiqués. Mais l'Interpro étant « des grévistes » ils étaient également conviés aux réunions et aux actions.

Comment s'organisait l'interpro ?

L'interpro s'organisait tous les midis lors de la réunion quotidienne au local de la CGT des cheminots : la salle Marpeau. Tous les midis, un point était fait sur les secteurs en lutte. Puis des actions étaient proposées - très souvent à l'initiative des syndicats CGT ou Solidaires. On se comptait pour savoir si l'action était maintenue et c'était validé. Cela fonctionnait donc au « consensus ». Pas

d'AG souveraine, pas de vote. De toute façon nous n'étions pas bien nombreux, une centaine au plus fort du mouvement. Par contre, il a été déploré par certains un manque de transparence dans l'organisation des actions, notamment vis-à-vis des objectifs visés par les actions. En effet, il est arrivé quelques fois ou nous partions en action à 4h du matin étant persuadés de venir pour un blocage, lorsque sur place des CGT nous annonçaient que non, c'était juste une diffusion de tracts. Il a donc fallu insister auprès d'eux pour que les objectifs et modalités des actions soient bien clairs dès le départ.

Quelles actions avez-vous menées dans le cadre de cette lutte ? Étaient-elles bien suivies ?

Il y a eu majoritairement des actions de diffusion de tracts, dans le but d'étendre la grève. Plusieurs opérations de blocage des camions ont également été menées, autour des grandes zones industrielles d'Angers (Ecouflant, St Barthélémy). Le but de ces actions était entre autre d'inciter les boîtes à partir en grève, notamment Valéo, le plus gros employeur d'Angers. Une ou deux opérations escargots ont également été menées, ainsi qu'une opération au péage de Corzé (autoroute en Paris => Angers). Des tournées d'établissements et d'écoles ont été organisées pour essayer d'étendre la grève reconductible dans notre secteur (Education Nationale). Il y a également eu une opération lors de l'inauguration du nouveau pont pour le tramway d'Angers, qui visait à perturber/annuler la cérémonie avec les officiels.

Quel était l'accueil des salariés à votre venue ?

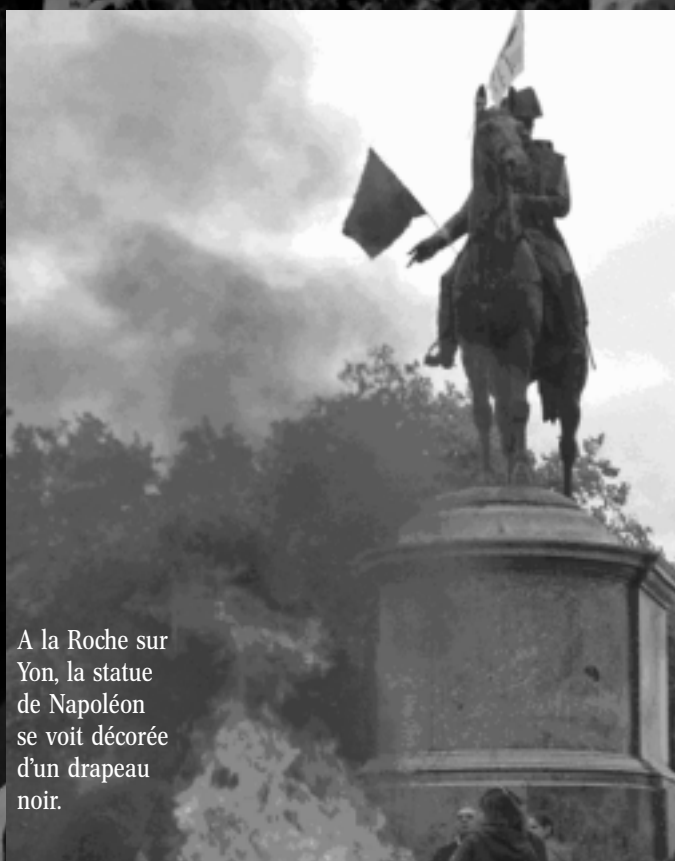
D'une façon générale, l'accueil sur les diffusions de tracts et sur les blocages de camions était très positif. Beaucoup de personnes étaient attentives à nos revendications et nous soutenaient. Les routiers étaient très majoritairement d'accord avec nous et acceptaient les blocages.

Y a-t-il eu mélange travailleurs/étudiant-es... ?

Même si les AG de la Fac de lettres étaient massives (autour d'un millier de participants à chaque fois) et votaient la grève, très peu d'étudiants ont participé aux actions et se sont investis dans l'interpro. Seuls une poignée d'étudiants et les militants Sud Etudiants se sont mobilisés sur le terrain. et qui ont pu se mélanger aux travailleurs : cheminots, éboueurs, enseignants. Par contre, les lycéens ont été très actifs sur Angers. Nous avons vu en fin de mouvement les cheminots et les lycéens se retrouver pour mettre en place une action. De plus, c'est à l'initiative des lycéens qu'une AG de lutte s'est mise en place depuis la semaine passée (quelle semaine ?).

Quelle était la place de Sud dans ce mouvement ?

Sud, et plus largement Solidaires, a été très présent lors de ce mouvement sur le terrain. L'intersyndicale CGT - Solidaires - FSU a plutôt bien fonctionné, même si certaines actions auraient pu être mieux organisées. Sur chaque action, les militants de Sud-Solidaires et sympathisants étaient très nombreux et le syndicat a donc bénéficié d'une très bonne représentativité et visibilité sur ce mouvement. Cependant, personnellement je regrette le détournement de certaines actions par des militants CGT, qui ne voulaient, selon moi, pas que cela déborde. Je pense que sur ce point précis, Solidaires aurait pu être plus combatif. Il y a cependant des considérations locales à prendre en compte, comme le fait que Solidaires n'est pas ou peu implanté dans les usines par exemple.



A la Roche sur Yon, la statue de Napoléon se voit décorée d'un drapeau noir.

Y a-t-il eu des réflexions plus globales qui ont émergées de cette lutte ?

La première question plus globale ayant émergée est le partage des richesses. C'est très clair. Cependant, ce n'est pas nouveau, et certains acteurs du mouvement social d'octobre se battent sur ce front là depuis plus longtemps. Nous avons également largement discuté autour du sujet de la Lutte des classes, ainsi que du sens du mot grève.

Quelle a été la répression sur Angers ?

Globalement la répression physique a été assez « soft » tant que le mouvement était bien en place (tant que les raffineries bloquaient en gros). De ce que je sais, il y a eu seulement un problème lors de la manifestation nationale du 19 octobre, ou une personne a été embarquée sans motif réel (selon un avocat) et est sorti quelques heures plus tard. Le souci dans cette affaire, c'est plus la façon dont la BAC a embarqué la personne : plus tard, dans les rues d'Angers, bien après la manifestation.

Une fois le mouvement en phase de repli au niveau national, c'é-

tait un peu plus compliqué : la dernière manif jeunes (étudiants/lycéens) s'est soldée par une mobilisation policière importante, avec un cordon de robocops devant le siège de l'UMP.

Par contre, une autre forme de répression s'est installée : la répression juridique. En effet, plusieurs personnes ayant participé à des blocages de péages d'autoroutes se sont vus signifier par la gendarmerie que la société VINCI portait plainte contre eux. Ce qui est aberrant dans cette affaire, c'est que les gendarmes ont effectué des relevés de plaques minéralogiques lors de l'action, mais il n'y avait pas que des voitures de participants à l'action !

Que reste-t-il de cette lutte sur Angers ?

Comme dans beaucoup d'endroits en France, la grève n'est plus. Cependant la motivation reste présente. Il y a eu par exemple cette semaine une réunion de lutte à l'initiative des lycéens qui restent mobilisés. Lors de cette AG, nous avons décidé de nous retrouver la semaine prochaine, en fin de journée le 23 pour mandater des représentants pour la coordination nationale à Nantes du 27 Novembre.

MONTPELLIER

Quand les jeunes s'y mettent, ça chauffe !

Juste avant les vacances de la Toussaint, les lycéens montpelliérains ont été pris d'une fièvre plutôt inhabituelle.

Lundi 18 octobre, à 8h00, tous les lycées publics de la ville sont bloqués, de façon spontanée. Une demi-heure plus tard, une barricade de poubelles bloquant une route prend feu devant le lycée Léonard de Vinci (la Paillade) et la police se fait caillasser par les élèves devant le lycée Clémenceau, ou plusieurs poubelles sont également en flammes. Une dizaine de minutes plus tard plusieurs barricades brûlent sur la ligne 1 de tramway, qui sera bloquée quasiment toute la matinée, et grandement perturbée l'après midi. En milieu de matinée, le blocus du lycée Léonard de Vinci à la Paillade tourne à l'émeute, suite à l'arrivée d'une voiture de police, qui se fait caillasser. Les policiers s'enfuient et le personnel du lycée se barricade à l'intérieur. Afin d'empêcher tout déblocage de l'établissement par la force, les élèves mettent le feu aux barricades bloquant l'accès au lycée, et des projectiles sont lancés en direction des vitres du lycée. Une heure plus tard, la loge du gardien, contenant le central de vidéo-surveillance de l'établissement prend feu. Plusieurs cocktails molotov sont lancés. Les pompiers arrivent rapidement et les élèves, afin de les empêcher d'éteindre l'incendie, caillassent leur véhicule. Les pompiers prennent la fuite. Pendant ce temps en centre-ville, la police charge une manifestation spontanée de lycéens, qui se transforme en affrontement.

A 10h50, La maire de Montpellier, Hélène Mandroux, quitte précipitamment une conférence de presse pour rejoindre le quartier de la Paillade. "Ma ville est en feu !" lance t'elle aux journalistes. Dix minutes plus tard, plusieurs camions de CRS arrivent devant le lycée Léonard de Vinci et dispersent les élèves au moyen de bombes lacrymogènes. Les jeunes prennent la fuite et les forces de l'ordre ne peuvent procéder à aucune arrestation.

En fin de matinée, par contre, la police interpelle plusieurs mineurs lors d'une manifestation spontanée en centre-ville.

En début d'après-midi, le rectorat annonce la fermeture du lycée Léonard de Vinci à la Paillade pour deux jours, et chiffre les dégâts de l'incendie à 200 000 .

Durant toute cette semaine, les lycées publics resteront bloqués, ainsi que la faculté de lettre. A la fin de la manifestation interprofessionnelle du 19 octobre, un cortège de 250 étudiants et lycéens, pour la plupart cagoulés, se dirige vers le Polygone. Les grilles du centre commercial sont immédiatement fermées. Après un face à face tendu d'une dizaine de minutes, les CRS laissent le cortège se disperser dans le rassemblement interprofessionnel, ou un délégué de la CGT, juché sur un camion, fustige "l'agitation" des "anars". Le soir même, une cinquantaine d'étudiants occupent l'amphi A de la fac de lettre, d'où ils seront délogés par la BAC avec une incroyable violence peu avant minuit.

A l'occasion de manifestations spontanées de lycéens et d'étudiants, qui eurent lieu tout au long de cette semaine, les forces de l'ordre procédèrent à de nombreuses arrestations et placements en garde-à-vue. Tous les soirs de la semaine, dans plusieurs quartiers populaires, des émeutes eurent lieu, ainsi que des affrontements avec les CRS dépêchés sur place.

Malheureusement, les vacances scolaires arrivèrent ... Et malgré le fait que pendant les vacances les étudiants restèrent mobilisés, dès la rentrée ce fut le retour à la normale.



F. Bon

STRASBOURG Les libertaires dans le mouvement...

De ce mouvement social en Alsace, et plus particulièrement à Strasbourg, je ne retiendrais qu'une chose : la manière dont les organisations libertaires AL, CNT et FA se sont faites dépasser.

Pour le reste, excusez du peu mais, rien de folichon. Depuis le temps que l'on nous promettait la convergence des luttes, des gens et des genres, la radicalisation du mouvement social, je ne vais pas m'enthousiasmer pour quelques actions interprofessionnelles, quelques blocages réussis. Je ne vais pas me réjouir à l'idée que la question des blocages et de la grève générale ait été abordée parcimonieusement alors que le mouvement populaire baissait déjà d'intensité. Non, pas de plaisir à voir qu'au final, les seuls blocages valides en terme de rapport de force, ceux des centrales pétrolières, n'ont été soutenus que par une infime et groupusculaire partie des grévistes et des organisations. Si les paysans et leurs tracteurs, les pompiers et leurs casques, les camionneurs et leurs caltards, les totos et leurs cagoules, les cheminots et leurs feux de Bengale, les infirmiers et leurs blouses blanches, les sans travail et leurs savoirs, les étudiants et leurs bouquins, les lycéens et leurs iPhone, les facteurs et leurs mobylettes, les imprimeurs et leurs papiers, les journalistes et leurs consciences, les anarchistes et leurs tracts, les libertaires et leurs mégaphones, les sans titres et leurs espoirs, les sans logis et leurs tentes... et la page pourrait être pleine de ces gens qui auraient pu faire la fameuse convergence, bref, si tous étaient venu soutenir les blocages de raffinerie, nous aurions collectivement pu créer un rapport de force qui aurait donné au mouvement social une vraie saveur prérévolutionnaire. Car, ne l'oublions pas, notre objectif politique est bien un changement radical de société. Dès lors, c'est loupé.

REVENONS À NOS MOUTONS NOIRS ET ROUGES

Les premières manifestations ont, il faut le souligner, rassemblées un nombre important de manifestantEs (oui, je sais, il est classique de dire que dans sa région, il est traditionnellement difficile de mobiliser...mais là je vous assure, en Alsace, terre historique du centrisme gaulliste et de la droite - ne sommes nous pas indemnes, nous, des dernières vagues rose ?! -, pays de la fierté du travail bien fait, c'est pas gagné d'avance que de parler de lutte de classe et d'émancipation). La Fédération Anarchiste a sorti une belle banderole et c'est tout naturellement que les libertaros-anarchos-totos-individuEs-groupiduEs se sont retrouvés derrière, parfois nombreux, approchant presque la centaine de personnes. Les organisations ont sorti leurs drapeaux et comme la FA est la seule à avoir un gros mégaphone, et bien c'est elle qui a donné le ton durant les premières manif.

Et puis, il y eut un premier incident. Alors que le cortège se trouvait derrière le PS, dans une énième manif (chez nous c'est : la Bourse-République, République-Bourse et hop, en terrasse) un agité apprenti boulanger traversa le cortège PS en enfarinant les socialos. S'en suit l'inévitable et prévisible bousculade entre anarchiss et socialiss (rassurez-vous, pas une seule tourniole, pas même une baffounette, juste des insultes). C'est alors, sans doute pour éviter tout nouvel incident, que la FA maintiendra grâce à sa banderole et jusqu'à la fin, un espace raisonnable entre les deux cortèges. La réponse a été immédiate, dès la manifestation suivante, les autonomes avaient leur propre banderole - forcément plus méchante que celle des anarchistes professionnels - et constituaient leur propre cortège, loin de celui des organisations libertaires.

Et t'en qu'à faire, puisque maintenant illes étaient affranchiEs de

la tutelle des organisations, le cortège anarcho-toto lança quelques pétards dans une galerie marchande en criant à la guerre sociale contre le capital. Police, bousculade, garde a vue. La rupture était consommée.

Et puis il y a eu ces quelques réflexions insupportables de la part de militants d'organisations libertaires à l'adresse d'une manifestante venue rejoindre le cortège anar pour la première fois et qui proposa de tenir un drapeau d'une des orgas. En fin de manifestation, l'un des anarchistes s'en prend à la manifestante de 20 ans son aînée « Tu ne penses quand même pas repartir avec le drapeau, que tu vas pouvoir l'accrocher aux murs de ta chambre? » « De toute manière, tu n'es pas la bienvenue dans le cortège ! ». En discutant plus tard avec elle, elle me fera part de son incompréhension, de sa révolte, se faire traiter comme une merde alors qu'elle pensait intégrer un cortège qui ressemblait à ses idées. Je ne la reverrai plus lors des manif suivantes.

Les dernières manifestations se feront donc sans la banderole et les mégaphones de la FA (ce qui a provoqué quelques interrogations aux habitués « Et ben, ouksé ky sont les nanars ?), avec des organisations libertaires en ordre dispersées (tiens un drapeau...) et un cortège autonome totalement dépassé : quoi faire au moment de la dispersion de manif? Comment lancer des slogans sans mégaphone ? Un peu dépassé le cortège, d'autant que la tentative d'apparition en block radical (slogans chocs, keffieh et écharpes sur le nez) a immédiatement apporté son pendant répressif : deux rangées de baceux et de CRS de chaque côté du cortège, à l'allemande. Comme en témoigne cette photo, la flicaille en a profité, ici comme ailleurs, pour se fondre dans la foule, look jeune et stickers syndicaux. Evidemment, la flicaille a cherché à se faire de nouveaux amis.

Il y a bien eu, de ci de là, des tentatives de dépasser le cadre mortuaire des manifestations plan-plan. J'en retiendrai quelques unes comme notamment cette volonté des teufers de participer et de soutenir les actions, tout type d'action, avec leur logistique en camion et sono. C'étaient les mêmes qui, à l'époque du contre-sommet de l'Otan étaient présentEs, et qui avaient organisé plus tard le no sarko day à Strasbourg. Il y a eu aussi ces tracts, distribués par quelques personnes inspirées et qui proposaient de se retrouver en fin de manif afin d'imaginer un monde meilleur et des actions communes. Ces tracts appelaient à une sorte d'assemblée générale populaire, en dehors des dogmes syndicaux et partitaires. Le 6 novembre, une petite centaine de personnes joue le jeu mais reste attentiste. Enlissement. Une porte de sortie est finalement pro-



posée avec le blocage du magasin Fnac par une petite cinquantaine d'individus. « Grève ! Blocage et sabotage ! ». Je retiendrai également le survol du ciel alsacien par des hélicoptères briseurs de grève. Je n'avais jamais vu cela avant. La direction de l'usine de systèmes de climatisation Behr à Hambach (Moselle) a utilisé deux hélicoptères pour contourner le blocage de l'usine. Les hélicos faisaient des vas et viens entre l'usine et un aéroport proche pour livrer des pièces à un site d'assemblage alsacien. Un pas est franchi dans la guerre sociale. Et les grévistes ont continué malgré tout leur blocage du site, alors que derrière l'usine, des collègues non grévistes avaient entaillé les grillages d'enceinte pour faire une chaîne humaine et sortir des pièces détachées afin de les faire livrer... Je retiendrai, le 28 octobre, l'occupation par quelques dizaines de manifestantEs du siège de Malakoff Médéric, la boîte de Guillaume Sarkozy, qui s'occupe... de retraite par capitalisation. L'action rapide n'a même pas permis l'intervention des flics. Je retiendrai l'apparition de deux sites internet : Alsace en lutte, infos

sur les luttes des travailleur-euse-s en cours, dont la vocation est de recenser toutes les luttes dans la région, afin de coordonner et d'imaginer des convergences. Et le pendant de Jura Libertaire, l'Alsace libertaire, site d'expression critique. Ces deux outils manquaient localement, l'initiative est donc excellente. Enfin, je retiendrai l'incapacité du groupe local No Pasaran à être force de proposition et d'action lors de ce mouvement social. Un sentiment d'être passé à côté en quelque sorte. Enfin, pas tout a fait puisque les manifs ont été l'occasion de vendre le journal du Réseau, d'en parler comme d'un outil de lutte. Il a d'ailleurs été reçu avec beaucoup d'enthousiasme, il est vrai que les lectures militantes papier se font rares.

Et, rêvons, peut être que ces quelques réussites, que ces nouveaux outils, permettront dans l'avenir de coordonner nos actions, de favoriser le dialogue entre nous et avec les autres, de dépasser nos querelles de chapelles afin de proposer ensemble des pratiques et des alternatives révolutionnaires. Oui rêvons.

RODEZ, MARCILLAC ET COMPAGNIE...

La résistance en caravane, ne battons pas en retraite !



En marge de la lutte pour la défense du droit à la retraite, des aveyronnais proposent depuis plusieurs semaines une alternative aux sempiternelles manifestations. Ou plutôt en plus des manifestations. Si nous nous inscrivons dans les formes proposées par les structures traditionnelles, nous pensons qu'il faut permettre et inscrire de nouvelles formes de mobilisations et d'informations. C'est dans ces perspectives que nous battons le pavé ruthénois, pas forcément nombreux mais motivés afin de tenter un blocage économique qui obligerait le gouvernement à céder devant les clameurs de la rue. La plupart des organisations syndicales ne veulent pas d'un blocage du pays. Leurs dirigeants expliquent, plutôt mal, que les salariés peuvent gagner cette lutte en faisant l'impasse du rapport de force. Devant les bras armés du capitalisme, l'État, l'armée, la finance, c'est un leurre. Et nous le voyons bien. Nous, « Les pas contents », le disons clairement : il faut dépasser le cadre établi, comme le font certains secteurs dans le département (CGT Rail, communaux ou Sud Ptt). Proposer la grève reconductible, bloquer l'économie. Sans économie le Capital n'est rien. Et pour alimenter cette économie, il faut des bras. Alors ne donnons pas le bâton pour nous faire battre. Le capitalisme est malade : achevons le !!

Ce n'est pas tant le capitalisme financier, appelé communément maintenant « libéralisme » que son corollaire « démocratique » : la démocratie représentative.

En effet le capitalisme se nourrit de crises. Nous constatons la facilité avec laquelle les élus des différents pays du monde, ainsi que

les dirigeants des institutions internationales, sont venus au secours des banques sans que ne soit jamais abordée la question : Mais le peuple le veut-il vraiment ?

Nos représentants élus sont de plus en plus gênés et ils se sentent obligés d'exagérer leurs traits de caractère (mensonges, pitièreries, hypocrisie, caricatures, stigmatisation...). Dans l'impasse ils sont de plus obligés de fliquer la société. Les emplois croissants liés au système répressif, judiciaire, coercitif en sont la preuve (policiers publics/privés, vigiles dans les lieux marchands, huissiers, avocats, renseignements, assureurs, ..) et ils démontrent l'incapacité de nos dirigeants à nous faire admettre la justesse du système en place.

C'est le système économique capitaliste qui le demande ce sont nos élus qui le mettent en place.

C'est à notre sens un aveu de faiblesse, mais aussi de force du capitalisme qui s'est approprié la démocratie pour en faire son jouet sous la forme élaborée de la représentativité.

Armés d'une véritable caravane blindée aux milles slogans, nous bloquons, informons, décorons les alentours de Rodez. Des dizaines de banderoles de plusieurs mètres sur les ronds-points et les ponts à la sortie de la ville. Des blocages plus ou moins filtrants, des manifestations nocturnes, flambeaux à la main...

Les slogans ont fusé jour après jour : « Presque plus d'essence, encore un effort ! », « Le gouvernement ment, la rue rue ! », « Jette ta télé et descend dans la rue ! », « Quand tout sera privé on sera privé de tout ! », « une retraite au flambeau contre une retraite en lambeau », etc, etc.

Les banderoles restent plusieurs jours avant d'être enlevées par la DDE/Conseil Général. La presse locale relate avec un vif intérêt ces manifestations.

La caravane veut et peut démontrer qu'une simple prise de conscience du pouvoir individuel et collectif permet de sortir du cadre rétréci, de la « démocratie », que nous pouvons et devons nous réapproprier la RUE, ce lieu public, lieu de parole, de lutte, d'information, d'échange. Symboliquement elle est libre, itinérante, accessible et visuellement rassurante.

La démocratie nous appartient, à nous, le peuple, d'en déterminer la forme...

Pour le « collectif »
Céline, Simon, Daniel, Didier

NANTES

Interview de Manu de la CARSAT

La CARSAT s'est mise en grève reconductible, peux-tu nous en dire les raisons ?

La revendication était le retrait de la réforme des retraites, sans autre revendication catégorielle. Les journées nationales étaient bien suivies, les assemblées du personnel pas vraiment bondées (une trentaine de personnes), mais on sentait bien qu'il faudrait s'y mettre sérieusement pour ne pas reproduire l'échec du mouvement de 2003.

Même de rien, les journées espacées ont permis de faire monter graduellement la pression, et le 12 octobre, nous avons senti que c'était le moment de nous lancer dans la bataille, de manière plus dure, donc en reconduisant la grève.

Beaucoup avaient le sentiment que nous avions une place particulière dans ce conflit, car le « cœur de notre métier », c'est justement la gestion des retraites du régime général.

Comment s'est organisée la grève ?

Tant que la grève n'était pas reconduite, les assemblées étaient organisées par la CGT et par FO (la CFDT est restée bien à l'écart de tout ce qui se passait sur l'entreprise, se contentant globalement de suivre la ligne confédérale).

Quand la grève a été reconduite, la question de se doter d'un comité de grève a été très rapidement posée et adoptée. Nous en avons eu un embryon en 2003, mais resté anecdotique. Cette fois, il fut réellement mis en place.

Concrètement, il s'agissait de se doter d'un moyen d'organiser la grève, plus efficace et réactif qu'une section syndicale (et qu'à fortiori une intersyndicale), et surtout bien plus représentatif des grévistes.

Ainsi, à chaque assemblée (quotidiennes), les volontaires pour le comité de grève se désignaient devant tous, et étaient élus par tous.

Le comité a vu tourner, sur toute la période de grève, environ une vingtaine de salariés, syndiqués et non syndiqués. Il se réunissait (de manière publique => contrôle de l'assemblée) pour élaborer des propositions, travailler sur les décisions de la dernière assemblée, et aussi préparer la prochaine.

Que ce soit en assemblée ou au comité, chacun pouvait s'exprimer (tours de parole), et le comité, qui organisait l'assemblée, veillait au respect de l'écoute de chacun et de l'ordre du jour.

Nous avons également tenu quasi quotidiennement un « piquet » (entre guillemets car non bloquant) devant l'entreprise tous les matins de 7h à 9h.

Quels liens entre Syndiqués/non Syndiqués ? La place des syndicats ?

Du moment que le comité de grève était en place, les grévistes, délégués syndicaux, syndiqués et non syndiqués, s'en sont emparés et l'ont réellement fait vivre. Il y a bien eu quelques réticences car ce n'est pas un outil de la tradition syndicale. Que ce soit dans l'assemblée ou dans le comité, tout le monde était à égalité, en tout cas l'étiquette syndicale ne jouait pas. Plusieurs non syndiqués avaient bien autant de « poids » que les délégués.

Les militants CGT et FO ont vraiment travaillé main dans la main.

Il y a bien eu quelques incantations à la grève générale, quelques attaques sur la boutique adverse, mais globalement, le fonctionnement avec le comité de grève rendait tout cela très secondaire et sans grand intérêt.

Les rapports avec les instances syndicales étaient... différents. L'union départementale FO est venue une fois soutenir officiellement le comité de grève. L'union départementale CGT, de son côté, a fait montre d'une bureaucratie certaine (hostilité sur le comité de grève, hostilité sur l'interpro, message d'alerte à tous les syndicats sur les initiatives contre-productives de l'interpro, etc.).

Les rapports avec les militants des unions locales CGT, très investis dans les actions, ont été beaucoup plus fraternels.

Comment étaient ressenties les grèves espacées ?

Au démarrage du mouvement, si les plus militants trépignaient sur les journées espacées, en réalité elles ont permis de faire monter la pression, et n'ont pas été ressenties comme en deçà de ce qui était attendu. Ceci dit, il en fut tout autrement dès l'instant où la grève reconductible

a démarré. Quand l'annonce fût faite des journées du 28 octobre et du 6 novembre, alors que nous étions en grève depuis des jours, il est clair que ça nous a coupé les jambes. On s'est accroché pour tenir, et chacun voyait bien que l'intersyndicale nationale ne comptait pas aller plus loin.

Quels liens avec d'autres secteurs en lutte ?

Comme politique, en plus de s'organiser à la base (comité de grève), nous avons surtout le souci de ne pas rester isolés dans la grève, que ce soit dans notre propre entreprise ou à l'extérieur, en un mot... étendre la grève.

Nous avons ainsi plusieurs fois fait le tour des bureaux pour discuter avec les collègues non grévistes, rédigé des tracts, mis en place une collecte à l'entrée (500 environ en trois jours).

Côté extérieur, nous avons très vite tenté de prendre contact avec les entreprises alentour. Nous sommes allés, par deux fois, assister à une assemblée des « financiers » de la Poste, qui travaillent en face, et que nous avons pu voir une ou deux fois sur un piquet devant leur entrée. Les travailleurs de la Poste ont même été la cible d'une action de tractage très matinale, mais sans grand succès.

Nous avons envoyé des délégations dans plusieurs assemblées générales dont nous avons connaissance : CPAM, SNCF, Poste, DSI Nantes métropole, Fac, etc.

Le fait de commencer à tenir nos assemblées générales à l'extérieur, sur la place Bretagne, nous a rendu visible, ce qui était le but. Nous avons ainsi pu prendre contact rapidement notamment avec l'Inspection du travail et la DSI (informatique) de Nantes métropole, tous deux ayant des bureaux dans la tour Bretagne, tous deux ayant aussi reconduit la grève à compter du 12 octobre.

Les liens se sont renforcés, et nous avons pu démarrer de véritables assemblées interprofessionnelles, et un comité de grève élargi, avec, en sus des individus de divers horizons, quatre boîtes en grève représentées : la Caf (qui avait créé à notre exemple un comité de grève), la Carsat, l'Inspection du travail et la DSI Nantes métropole.

Cependant, pas plus qu'ailleurs, que ce soit dans notre propre entreprise comme à l'extérieur, nous ne sommes concrètement pas parvenus à étendre cette grève à d'autres.

Vous êtes retournés par deux fois à la SOPITRA (boîte de transports), pourquoi, quels liens avec les salariés et quels ont été vos rapports avec les syndicats ?

Nous avons rapidement remarqué que quelque chose clochait dans ce grand mouvement. Le secteur des transports. Comment peut-on imaginer un large mouvement de grève victorieux si un tel secteur n'est même pas, de près ou de loin, dans la bagarre ?

Nous étions deux ou trois à avoir des contacts (de type personnel) avec des salariés de quelques boîtes de transport. Nous avons fait le choix de la Sopitra car il semblait y régner une atmosphère conflictuelle.

L'action à la Sopitra s'est faite en plein pic du mouvement. Nous étions donc une bonne centaine de l'Ag interpro, toute récemment créée, dès 4 heures du matin, à nous pointer devant l'entrée. La motivation était là, et l'envie d'entraîner aussi. Nous avons bloqué les deux entrées, au grand écoeurement des deux patrons associés, mais surtout au grand plaisir des chauffeurs contraints... à la pause. Très vite, avec la bonne ambiance, les feux de palettes, et les revendications locales (paiement d'heures supplémentaires), une quarantaine de gars, avec leur délégué CGT, ont voté la grève. Ce fût réellement un grand moment, que tous ceux qui l'ont vécu, côté Agip comme côté Sopitra, ne sont pas près d'oublier.

Tous les routiers ou presque, d'autres entreprises, passant devant avec leurs camions, écarquillaient les yeux, et on sentait qu'une possibilité bien plus large était envisageable. Malheureusement, et c'est là où on



voit que les patrons savent toujours retenir les enseignements d'une histoire de luttes, les deux boîtes de transport d'à côté, Rave et Pollono, ont fait évacuer le soir même tous les camions de leurs sites. Ainsi, quand nous sommes revenus le lendemain avec la ferme conviction que la grève pouvait s'étendre, ... il n'y avait plus rien à bloquer. Nous sommes sans doute passés à deux doigts de quelque chose de significatif.

Les grévistes de la Sopitra ont maintenu un piquet par roulement pendant 36 heures. Le patron a même tenté, avec violences, de dégager le piquet. Durant ces trente-six heures, les renseignements généraux étaient là en permanence, et nous avons su, par l'inspection du travail, que le ministère suivait la situation de près.

Alors, quand les patrons ont promis de payer les heures supplémentaires si la grève s'arrêtait, le bon sens des grévistes (ne pas lâcher tant qu'on n'a rien eu, concrètement) n'a pas su convaincre le délégué syndical qui a pêché, il le reconnaît, par naïveté. Car depuis, parole de patron parole de cochon, il n'est plus question de payer... C'est pourquoi nous y sommes retournés une deuxième fois. Nous n'étions qu'une quinzaine, mais avons distribué un tract bien apprécié, relatant le mouvement et les sales coups des patrons, avec un petit feu quand même car il fait bien froid le matin. L'accueil fut très bon, on a pu rediscuter avec des grévistes d'alors, et il semblait qu'ils ne comptent pas en rester là...

La première fois, nous y sommes allés au culot, avec simplement un faible contact à l'intérieur. Nous n'avons pas prévenu ni les syndicats locaux ni les instances (qui nous l'ont reproché !), mais pas de regret, ni de notre côté, ni du côté du délégué CGT, sincèrement heureux de voir enfin les gars se motiver et se battre. C'est clair, la grève est contagieuse, et c'est sa force principale.

La place de l'AG interpro, pourquoi cette forme d'organisation ?

Nos deux priorités étaient : s'organiser à la base et étendre la grève.

L'idée de reproduire ce que nous faisons à la Carsat, en l'élargissant, est venue assez spontanément... assemblée générale, interprofessionnelle donc, et comité de grève élargi.

Cependant, si ce fut indéniablement enrichissant, quelques uns l'ont senti comme une dépossession. De même, certains n'appréciaient pas d'être sur le même pied d'égalité que des personnes seules, ne représentant qu'elles-mêmes.

Concrètement, le démarrage ne fut pas simple, par exemple deux jours de suite nous nous sommes retrouvés à faire un point, au milieu de tous les participants (250 au plus fort) pendant l'Ag sur la reconduction de la grève à la Carsat car nous n'avions plus d'Ag propre... Nous avons relancé nos propres Ag ensuite, mais il est assez éprouvant de tenir à la fois sur l'entreprise et à l'extérieur. Deux ou trois fois nous avons du gérer, le même jour, deux assemblées générales et deux réunions du comité...

Le besoin n'était peut-être pas d'une assemblée interpro et d'un comité élargi. Le ressenti de ces Ag interpro, au plus fort du mouvement, ne faisait pas ressortir un réel besoin de discussion en assemblée générale. La plupart des participants en attendaient surtout une direction et des actions.

Peut-être aurait-il suffi d'un outil pour pouvoir se coordonner entre les différents secteurs en lutte. Nous aurions pu ainsi maintenir nos Ag de boîte, notre comité de grève, et nous coordonner avec les autres, ce qui n'aurait pas empêché, de temps en temps, de véritables assemblées générales inter-secteurs.

Y a-t'il une amertume chez les grévistes ?

Pas vraiment. La principale regret est celui de ne pas avoir réussi à entraîner nos collègues. Les journées nationales étaient fortement suivies (50 à 60%), la reconductible pour sa part, démarrée à 11%, a atteint son pic



à 25%, pour finir de manière stable sur plusieurs jours à 13%. Etant donné la proximité du sujet avec notre métier, beaucoup pensaient que nous serions bien plus à nous engager dans la bagarre.

La reprise du travail a été très mal gérée. FO ramait depuis plusieurs jours déjà pour suspendre le mouvement. En dehors du comité de grève, entre FO et la CGT, une Ag a été décidée, le matin de la journée nationale du 28/10, ce qui allait conduire, c'était prévisible, à une présence minimale (les grévistes, les jours de manif, ne viennent pas forcément le matin). Nous n'étions donc que 25, alors qu'habituellement nous étions systématiquement 50 à 60. L'Ag a été menée par les délégués syndicaux, en commençant l'ordre du jour par... la négociation des jours de grève. S'il n'était pas question bien-sûr de poursuivre la grève seuls au monde, il y avait vraiment mieux à faire pour reprendre collectivement le boulot.

Depuis la reprise, nous avons pu vérifier, en plusieurs circonstances et au-delà des discussions individuelles, que le moral n'est pas à la résignation. Ainsi, une brochure relatant la grève est en cours d'élaboration, et une pétition en cours de signature. Une Ag vient de se tenir, sur un seul secteur de la boîte, et il y avait vraiment du monde.

La combattivité ne semble pas entamée, et il est probable que si quelque chose de fort repart, les grévistes du dernier mouvement s'y remettront, probablement plus vite, plus organisés, et peut-être plus nombreux.

Il y a eu une grande attente, une grève par procuration, ce coup ci avec les raffineurs, n'est-ce pas la grande faiblesse de ce mouvement de n'avoir pas réussi à engager dans la grève d'autres secteurs ?

C'est clair. Nous étions plusieurs sur la même longueur d'onde pendant le mouvement : il ne fallait pas trop s'appuyer sur les raffineries, car si la grève se terminait dans ce secteur il ne resterait rien... c'est ce qui s'est passé.

Cependant, cela a permis de démontrer une grande solidarité au sein de la population, et la renaissance des caisses de grève. Les raffineries étaient la locomotive de ce mouvement, comme la SNCF a pu l'être en d'autres occasions, surtout que la détermination de ces travailleurs paraissait sans faille.

Ce qui ressort peut-être justement, c'est que face à une attaque d'ampleur, il faut une riposte de même hauteur, et que le blocage de plusieurs secteurs, même stratégiques, n'est pas la grève générale. J'ai l'impression que nous venons de vivre une répétition, et que la prochaine étape sera plus sérieuse, en tout cas je le souhaite.

La question à se poser n'est-elle pas celle de la reconstruction d'espaces de luttes et d'éducation populaire pour pouvoir agir en autonomie vis-à-vis des directions syndicales ?

Nous ne l'avons pas vraiment formulé comme cela, mais en réalité c'est ce que nous avons (un petit peu) fait. Si des grévistes veulent se donner réellement les moyens de gagner, ils ne doivent confier à personne d'autres qu'à eux-mêmes la direction de leur lutte. C'est ce que nous avons fait à notre petite échelle à la Carsat, avec les assemblées générales quotidiennes et le comité de grève. Nous avons ainsi pu tenter de réaliser notre objectif, qui était d'étendre la grève à d'autres secteurs, même si nous n'y sommes pas vraiment parvenus.

Cette politique ne fut pas celle des directions syndicales nationales qui, en réalité, étaient essentiellement préoccupées de rappeler au gouvernement et au patronat qu'ils ne pouvaient plus sans elles.

Comment s'est déroulé l'ag interpro à Nantes ? Quels étaient les collectifs présents ? Leur diversité ? Autour de quoi se fait la convergence ?

L'assemblée générale interprofessionnelle, ou Ag interpro, qu'on appelle Agip maintenant, est donc née durant la grève reconductible, avec à l'origine les secteurs en grève (Carsat, CAF, Inspection du travail, DSI Nantes métropole). Les assemblées furent quotidiennes, sur la place Bretagne, pendant tout un temps. Mais avec le reflux du mouvement et la reprise du travail, les réunions se sont espacées, et le mode opératoire s'est transformé. Il n'y a plus de comité de grève, et les réunions sont composées de quelques dizaines de personnes. Des salariés de différents secteurs, des étudiants, des chômeurs, des précaires, des lycéens, des retraités.

Il y a des gens d'horizons divers, pour une part déjà militants ailleurs (CGT, CNT, FSU, NPA, etc.), mais pas seulement. La difficulté est d'apprendre à faire ensemble, et ce n'est pas toujours simple. Quelques uns ont par exemple besoin de très longues discussions sur le fonctionnement, l'organisation, etc. problème que ne se posent pas d'autres qui n'ont par ailleurs pas envie d'y consacrer des heures.

Ce qui nous rassemble, ça reste l'action et la conviction qu'il faut lutter. Nous avons mené quelques actions symboliques (hommage aux morts

du travail, brûler le texte de loi sur les retraites), et quelques blocages économiques (Sopitra, Chronopost, PointP).

Le fait de s'être retrouvés, ce samedi 27/11, à Nantes, avec des délégations de plus de 20 collectifs similaires dans le pays, nous a donné de l'énergie pour poursuivre le combat. Ce fut une journée bien éprouvante, mais d'une grande richesse de mise en commun. Nous en sommes ressortis avec une date d'action « nationale », le 14/12, en écho à la grève générale annoncée en Guadeloupe, et avec une autre journée d'action, le 15/1, qui reste à définir.

Nous sentons tous qu'il nous faut continuer, à un rythme certainement plus apaisé, pour maintenir ces espaces inter... tous, jusqu'au prochain sursaut social. La période que nous vivons est intense, la crise du système est profonde, on a sans doute pas encore tout vu, et le retour à un esprit de lutte des classes émerge un peu partout en Europe...



NANTES Interview de Ronan de la CGT

N'existe-t'il pas aujourd'hui deux CGT ?

Si tu veux dire par là qu'il y a la CGT des militant-es et la CGT des adhérent-es, oui peut être. Si tu fais allusion à la dichotomie entre la base et le sommet de l'appareil, je ne peux être catégorique. La direction syndicale reste très attentive à sa base, mais celle-ci est très diverse car regroupant l'ensemble de ce que l'on appelle la gauche et il n'y a plus le ciment que formait la classe ouvrière. La base a néanmoins un vrai pouvoir à la CGT, je me contenterais de rappeler l'épisode du TCE où la direction syndicale confédérale était plutôt favorable (au mieux, neutre) jusqu'au moment où les pressions de la base l'ont contrainte à faire campagne ouvertement pour le non.

Quels étaient le sentiment chez les militant-e-s dans ce mouvement contre les retraites ?

Au sein de la CGT, cela fait plusieurs années que la structure avait un discours lénifiant dans les luttes en affirmant que la bataille des retraites serait la mère de toutes les batailles et qu'en attendant il fallait y aller mollo, ne pas se disperser... Donc on attendait quand même la confédération au tournant pour voir si les faits suivraient les discours. Nous n'avons pas été déçu ! Pour autant, les militant-es étaient prêts à aller au charbon et à partir sur des grèves reconductibles dures. Dans pas mal de secteurs, les gens ont fait 10 ou 15 jours de grève. Ce n'est pas rien. Il y a eu un gros travail en amont de la part des militant-es : beaucoup d'écrits, d'argumentaires, de conférences débats... Sur le plan des idées nous étions prêts et je pense que nous avons effectivement gagnés cette bataille. La majorité de la population est bien convaincu du caractère inique de cette réforme. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à entraîner les gens dans l'action. Seules des minorités agissantes se sont mises en mouvement.

N'y a t'il pas eu un retour d'une CGT lutte de classes ? Que l'on a pu voir avec le conflit dans les raffineries, mais aussi dans de nombreux secteurs où la classe ouvrière reste très présente ?

La lutte de classe ne me semble pas avoir disparu de la CGT si ce n'est peut être dans le discours. Après, la CGT reste forte dans les bastions historiques du syndicalisme (fonction publique, industrie, métallurgie, ports et docks...), donc ta question rappelle simplement que la CGT est forte dans les secteurs « classiques » de l'économie, là où on peut organiser des sections syndicales fortes. C'est la force et la faiblesse de la CGT qui en est bien consciente et essaie, notamment depuis le dernier congrès, d'élargir son audience et son implantation militante hors de ces secteurs.

Défendre l'intersyndicale n'était-il pas dès le départ voué à l'échec ?

Ce choix a été à la fois un handicap et à la fois un atout pour la lutte. Le handicap, c'est le flou tactique qui a accompagné ce choix de fonctionner au consensus ainsi que le manque de perspectives claires dans la conduite du mouvement. Sans vouloir chercher les ordres d'en haut, laisser tout le poids du mouvement sur la base n'est pas une solution.

Cela pose question notamment pour les secteurs peu syndicalisés ou dans les secteurs d'activité où le salariat est très atomisé (CDI et précaires, petites entreprises...), secteurs qui constituent une grande part du salariat hexagonal. Par contre, que le mouvement soit en intersyndicale est ressenti très positivement par la majorité des gens qui ne comprennent pas les enjeux idéologiques et politiques et qui ne supportent pas les querelles de boutiques syndicales. Et à la base, nous avons vu de réelles convergences sur le terrain entre les différentes organisations syndicales, aussi bien sur les pratiques concrètes de lutte que sur le fond, l'analyse des enjeux. J'ai cru noter que les « écarts » entre militant-es ont tendance à s'estomper : les Cfdtistes moins « mous », les Sudistes, plus « consensuels » et les Cégétistes « ouverts ». Cela peut compter à l'avenir.

On a vu dans de nombreuses villes des Interpro se constituer, quelle était la position de la CGT à ce niveau ?

La position officielle est plus que méfiante, avec parfois des consignes de ne pas s'en mêler. La CGT réagit exclusivement comme une orga et ne peut comprendre que les autres orgas. Que des gens puissent chercher à s'organiser à la base, entre individu-es, c'est pour le moins surréaliste pour la CGT, et c'est sans doute vu comme un danger de surenchère radicale dont elle ne veut pas. Cela rejoint l'obsession de certains cadres envers les « gauchistes », du NPA par exemple, qui risquent de « décrédibiliser » le syndicat en l'emmenant sur des terrains moins consensuels. Il y a quand même toujours la volonté de contrôler le mouvement social.

Comment est vécu cette défaite par les militant-e-s ?

Un militant connaît plus de défaites que de victoires donc le « bon » militant s'en remettra. Blague à part, et malgré l'échec du mouvement, les militant-es ont vu que, bien que minoritaires dans l'action, illes étaient largement soutenu-es par la population. Nous avons vu aussi que nous avions de réels moyens de bloquer le pays. Les liens entre militant-es se sont renforcés, la solidarité interpro a toujours été mise en avant. C'est donc quand même les cotés positifs qui vont rester je crois, et que l'amertume de la bataille perdue devrait être vite oubliée. Perdre une bataille, ce n'est pas perdre la guerre contre le capitalisme.

X. Mathieu des Conti en appelle à un syndicalisme de lutte des classes, y a t'il à ce niveau des ouvertures pour créer des passerelles entre différents syndicats, notamment avec Solidaires ?

Le syndicalisme de lutte des classes n'a jamais été perdu de vue même si le discours est plus « moderne », c'est-à-dire plus consensuel. Ce n'est pas parce qu'on évite la phraséologie marxiste que l'on oublie les fondamentaux. Et oui, il y a des ouvertures pour créer des passerelles intersyndicales mais ce ne sera pas au niveau des confédérés ni même des UDs mais au niveau des syndicats de secteur. Ce qui freine ce mouvement, c'est quand même l'instinct « boutique ». Dans mon secteur, on fonctionne pas mal CGT/Solidaires et le résultat est plutôt efficace.

Un cégétiste fonction publique

NANTES

Interview d'Alizé, lycéenne

Comment s'est organisé le mouvement dans votre bahut et sur Nantes ?

Le lycée Guist'hau (lycée de centre ville particulièrement bobo) a paradoxalement été l'un des plus mobilisés et des plus mobilisateurs. Le mouvement a commencé dès septembre avec des campagnes d'informations : plusieurs diffusions de tracts, des rumeurs sur des possible blocus...

Une dynamique s'est mise en place dès la rentrée, car il y a eu dès début septembre une grosse manifestation contre le racisme d'État ainsi qu'une première journée de mobilisation monstre chez les salariés (des millions en France, plus de 50 000 à Nantes d'office) : naturellement, une bonne dynamique s'est mise en place.

La journée de mobilisation interprofessionnelle du 12 octobre a lancé réellement le mouvement lycéen : la perspective de la grève reconductible a amorcé les blocus (pour permettre aux lycéens de se joindre à la manif du 12) d'abord à Guist'hau (les autres lycées étaient dans l'attente d'un premier blocage pour se lancer), puis cela s'est aussitôt répandu dans tous les lycées public nantais : il suffisait d'une étincelle !

Le lancement a été difficile, à cause des menaces et de l'intimidation des administrations et de la police. Mais une fois le mouvement démarré et un grand nombre de lycées bloqués accompagné de manifestations lycéennes réunissant plusieurs milliers de personnes et des actions tous les jours, c'était difficile de le stopper.

Comment voyez-vous en tant que lycéen-ne cette questions des retraites ?

Personnellement, comme je compte continuer mes études, je doute de pouvoir profiter de la retraite. Même si j'évite le chômage ou la prison, avant de profiter de la retraite je devrais passer par la case salariat, avec probablement un patron qui se foutra de ma gueule. Et oui, ce problème des retraites n'a pas été la seule revendication.

La question des retraites amène évidemment à celle du chômage (qui touche particulièrement les jeunes) et à celle de la répartition du temps de travail, et évidemment la question du partage des richesses.

N'oublions pas que les études s'annoncent difficile pour nous, à cause de la politique de casse de l'éducation menée depuis des années par le gouvernement (à la fois aujourd'hui dans les lycées, et demain dans les universités, avec la LRU par exemple). La retraite est une problématique qui s'insère dans un cadre global : nous voulons un véritable avenir, par celui que nous préparent les gouvernements capitalistes.

Ce mouvement est-il l'expression plus large d'un refus de l'ordre social et policier actuel ?

Bien sûr, une grande partie de la base des syndicats et des salariés qui se mobilisaient en était consciente, les manifestations étaient un lieu d'échange entre les générations, ou l'on pouvait se rendre compte que beaucoup voulaient dépasser la question des retraites et la stratégie syndicale.

C'est un raz le bol général qui dirigeait le mouvement qui était orienté contre une classe politique corrompue au service des riches (le scandale Bettencourt/Woerth en était emblématique, et a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour des millions de français).

La question de la répression policière était très importante, surtout pour les jeunes qui y sont confrontés très souvent. Malgré la thématique omniprésente de l'insécurité rabachée par les médias, les statistiques et la classe politique, je pense que beaucoup de gens se sont rendu compte du problème de la répression : la police française est de plus en plus violente (une milice au service du pouvoir), et particulièrement à l'égard des jeunes et des manifestants. Cela s'est illustré pendant le mouvement pour beaucoup de gens qui n'en étaient pas forcément conscients.

Quels liens avec d'autres villes ?

Il y a des liens entre les villes via internet, mais cela reste limité. Les coordinations lycéennes régionales ou nationales sont en général contrôlées par les syndicats. Il s'agit de se concentrer sur Nantes pour construire une dynamique locale (et ce doit être le cas également dans les autres villes où il y a eu un mouvement). Le travail n'est pas fini, et c'est maintenant, en période creuse que s'ouvre le passage difficile ou il faut essayer de continuer à être présent.

Le poids des syndicats lycéens et des organisations politiques dans la mobilisation ?

Les organisations politiques, et pas seulement celles de la jeunesse, ont pendant ce mouvement essayé de canaliser, de contrôler et de cloisonner la mobilisation. Les syndicats et les partis ont voulu éviter que la lutte prodigieuse qui prenait une ampleur phénoménale leur échappe et deviennent incontrôlable.

Cela s'est illustré notamment par l'UNEF qui a établi un service d'ordre et qui imposait, parfois violemment sa banderole en tête du cortège lycéen. Rappelons que les syndicats étudiants était contre le blocus à la Fac, et a tout fait pour freiner le mouvement lycéen et étudiant. Quand aux syndicats lycéens, ils sont les relais des organisations étudiantes (et particulièrement de l'UNEF lié au PS). A Nantes, il y avait une petite section UNL, mais qui n'a jamais réellement eut de poids sur la lutte, et certains de leur militants ont évolué pendant la lutte, et se sont rapproché des idées anar.

Les syndicats et les partis n'ont pas eu vraiment leur mots à dire car niveau organisation et préparation de mouvement je ne les ai jamais vu (sauf pour saboter ce qui se faisait de concret de façon autonome). La poignée de militants lycéens encartés dans ces syndicats était systématiquement interviewés par les médias, notamment pour critiquer les « casseurs » (et donc faire le jeu des flics).

Heureusement, un groupe de lycéens et d'étudiants s'est opposé à la confiscation de la lutte par ces organisations, et même si les quelques permanents de l'UNEF braillaient leurs slogans en manif accompagnés de leur collègues de l'UNL en essayant de s'approprier les cortèges jeunes, ils se sont fait dégager de plus en plus systématiquement, et on a bien rigolé (l'UNEF a connu des déboires sur la fac).

La pression policière est particulière sur les jeunes, comment s'exerce-t-elle sur Nantes ?

Oui, la répression s'exerce surtout sur les jeunes, c'était flagrant de voir le peu de flics lors d'une action organisée par la CGT, et de voir un déploiement policier impressionnant dès qu'une action (pas forcément tendue d'ailleurs) était lancée par des lycéens.

Ferions nous plus peur au pouvoir ?

Pendant le mouvement, bien sûr qu'elle est présente! Il y avait des arrestations pratiquement tout les jours, des contrôles au faciès et des coups de pression à chaque manif ou devant les lycées!

A Nantes, on est quand même habitués à avoir une police bien véner contre les mouvements jeunes, et qui a commis des violences graves ces dernières années, le mouvement que nous venons de vivre n'a pas connu de grosse bavure comme à Montreuil, par exemple, mais plus un harcèlement constant et beaucoup d'interpellations (on se souvient d'un enfant de 10 ans qui a été arrêté à l'occasion du mouvement et qui avait pas mal fait parler dans les médias).

Cela n'a pas empêché un climat de peur de se développer chez les lycéens. Malheureusement, le mouvement reposait pas mal sur un groupe de militants dans chaque lycée : ces personnes ont été particulièrement visés par les administrations (menaces, exclusions) et par les flics, ce qui pouvait entraîner une certaine démobilitation (les élèves virés « pour l'exemple » pouvaient effrayer certains lycéens mobilisés).

Pour moi nous ne devons pas céder à ce genre de coups de pression, rester solidaires et continuer de lutter!



LYON

La police fait taire la contestation

Du 14 au 21 octobre, à Lyon, des milliers de lycéen.nes sont venues manifester en centre-ville tous les jours de semaine. Ils commençaient par bloquer leur lycée tôt le matin. Plus tard dans la matinée, ils arrivaient en cortèges dans l'hypercentre bourgeois, entre Bellecour et Cordeliers, et y restaient jusqu'au soir.

Entre autre mode de protestation, ces cortèges ont détruit du mobilier urbain, des voitures, des vitrines et pillé quelques magasins. Ce qui a vraiment perturbé le fonctionnement marchand du centre, et marqué un 'il se passe quelque chose' que personne ne pouvait éviter.

Ces destructions n'étaient pas si étendues si l'on voit le nombre de manifestant.e.s en présence à ces moments-là. Si tout le monde avait été en mode casse, ça aurait été autre chose ! Mais cette occupation massive, et presque permanente, du centre-ville de Lyon a fait de la mobilisation lyonnaise un mouvement différent des autres villes.

C'est dans ce contexte que se déroule la grosse manif interpro du 19 octobre. Près de 50 000 personnes ont fini la manif sur la place Bellecour déjà pleine de gaz lacrymo. Il était midi, et comme chaque jour, cela faisait déjà plusieurs heures que les affrontements avaient commencé ! Plusieurs milliers de manifestant.e.s ont bravé les gaz lacrymos plusieurs heures, participant avec les lycéen.nes à l'occupation de la place Bellecour. Ce jour-là on a vu des trucs qu'on voit presque jamais, comme des gars de la BAC chassés à coups de pierre, des gendarmes mobiles qui détalent de leur position ou des feux de palettes sur la place.

Ce qui est notable, et qui est beaucoup moins enthousiasmant, c'est la façon qu'a eu la police de reprendre la main.

Au fil de la semaine, de plus en plus d'effectifs policiers étaient présents.

Le mercredi 20 déjà, des manifestant.e.s ont été bloquées sur le pont de la Guillotière, avant d'être contrôlées et photographiées individuellement.

Le lendemain, les flics sont encore monté d'un cran avec l'opération qu'on appelle ici 'prison-bellecour' ou encore 'punishment park'. Ce jeudi 21 octobre, un appel était lancé pour défilé pour la liberté de manifester, « rendez-vous 14h à Bellecour ». Peu avant l'heure dite, les flics filtraient les abords de la place, ne laissant sortir que les blancs, pour isoler les autres au milieu. 600 personnes sont ainsi restées des



heures place Bellecour, encerclées par la police. Face à cette foule captive, les flics ont utilisé des lacrymos, des flash balls, du canon à eau.

Finalement la plupart ont été libérés, après avoir été contrôlés, fouillés et photographiés individuellement, tandis qu'une centaine a été arrêté arbitrairement.

La police s'est montrée raciste - non pas qu'elle ne soit pas raciste au quotidien - mais il est encore rare qu'elle mette en place un dispositif raciste en soi, en tout cas pas aussi ouvertement, devant les caméras et ceux considérés comme des 'bons citoyens'.

La réponse militante à cette répression raciste a été la tenue d'un meeting à la bourse du travail le 24 novembre à Lyon. La salle était pleine à craquer. Des manifestant.e.s ont pu témoigner, des avocat.e.s et autres membres du syndicat de la magistrature ont expliqué en quoi la police et la justice françaises sont de moins en moins démocratiques.

Un dépôt de plainte collective s'organise. Quelles en seront les suites? On ne sait pas. Ce qui est sûr, c'est que le 21 octobre, les forces de l'ordre ont porté un sacré coup à la mobilisation contre les retraites.

Jusqu'ici Lyon

NB: Appel à témoignages : à temoignage.bellecour@rebellyon.info - et permanences les mercredis de 14h à 20h à la LDH - 5, place Bellecour Lyon et les mardis de 12h à 13h30 au CCO - 39 rue Courteline Villeurbanne.

RENNES

Expulsion de la Maison de la Grève

Le matin du 2 décembre à six heures un imposant dispositif policier (gendarmerie mobile, police nationale, GIPN...) s'est déployé rue de la Barbotière. La police est entrée par effraction dans la Maison de la Grève où une dizaine de personnes passait la nuit, elles devaient passer le reste de la matinée au commissariat. Dans la précipitation, une quarantaine de membres de la Maison de la Grève se sont rassemblés devant le lieu. Ils n'ont pu que constater les faits. Les forces de l'ordre avaient déjà embarqué nos camarades tout en nous empêchant de récupérer le matériel et nos effets personnels. À l'heure qu'il est, sous la neige, la Ville de Rennes fait murer ce lieu qui nous réunissait à plusieurs centaines tous les jours.

La Maison de la Grève avait été ouverte fin octobre, dans le cadre du mouvement social et à l'initiative de l'Assemblée Générale Interprofessionnelle (AGI). Depuis un mois, s'y organisaient une cantine (au moins 70 couverts quatre fois par semaine), plusieurs ateliers (vélo, informatique, sérigraphie...), de nombreux concerts, des permanences d'organisations (MCPL, Sud Rail...), des discussions, des actions...

Ce sont des centaines de personnes de tous âges, de tous horizons, qui tout au long de ce mois ont fait vivre une autre idée de la grève, et qui se retrouvent aujourd'hui spoliées de leur capacité d'organisation. Précisons que de nombreuses demandes avaient été faites auprès de la Mairie pour qu'elle clarifie sa position et que nous puissions entamer un dialogue en vue de pérenniser l'existence de ce lieu. Contre toute attente, celle-ci a préféré nous opposer un projet ad hoc d'accueil des plus démunis, sans hésiter, pour le mener à bien, à nous chasser dans le froid et la neige. Encore une fois le mépris, la violence et l'abus d'autorité sont les seules réponses d'une majorité prétendument de gauche, qui soutenait la mobilisation contre la réforme des retraites, et qui préfère pourtant tuer toute forme d'initiative politique qui n'abonde pas dans ses sens.

Qu'advient-il de la Caisse de Grève (1500 euros), restée sur place, de la vingtaine de vélos en réparation de l'atelier vélo, du matériel informatique, de bricolage, de cantine... ? C'est bien à plusieurs milliers d'euros que s'évaluent les dommages matériels et le préjudice financier de cette opération scélérate menée contre la Maison de la Grève. Cette attaque ne restera pas sans réponse.



A Nantes, ce sont 22 villes qui se sont retrouvées Angers, Angoulême, Bayonne, Brest, Chambéry, Clisson, Cognac, La Rochelle, Laval, Lille, Nancy, Nantes, Nîmes, Paris, Rennes, Saint-Etienne, Plateau des Millevaches, Interpro 64, Sète, Tours, Vannes, Saint Quentin. Fructueux échanges et nouvelles perspectives pour construire dans le temps de nouveaux espaces de résistances et d'alternatives.

APPEL DE LA SECONDE RENCONTRE HEXAGONALE des ags interpro de Nantes du 27 novembre

Le fait que la loi sur la réforme des retraites soit promulguée ne change rien à son caractère injuste, et ne donne pas légitimité à une réforme rejetée par la majorité de la population.

La grève générale, seule à même d'inverser le rapport de forces, n'a pas eu lieu, mais la volonté de résistance ne s'est pas éteinte.

Cette résistance s'inscrit dans une perspective de lutte plus large et plus globale contre une politique et un système inégalitaire.

Nous sommes conscients que cette lutte revêt une dimension internationale et que la solidarité est notre force.

Des assemblées générales interprofessionnelles, des intersyndicales locales ouvertes, des collectifs de lutte, etc. ont, dans des dizaines de localités, permis de s'organiser, ensemble, à la base, syndiqués et non syndiqués, travailleurs, chômeurs et étudiants, des lycéens aux retraités. C'est un acquis important de la lutte.

Et si la notion d'assemblée générale appartient aux moments de lutte et de grève, il est primordial que les liens tissés se maintiennent et que, parfois sous d'autres formes, les espaces créés localement se prolongent.

Ce 27 novembre, les délégués de 23 ags interpro et autres collectifs de lutte, réunis à Nantes, appellent :

-A se saisir du mardi 14 décembre, où la grève générale est annoncée en Guadeloupe, pour une journée d'action.

-A une nouvelle journée d'action à définir le samedi 15 janvier 2011

C'est le Collectif Unitaire Interpro et Citoyen de Chambéry qui accueillera, le 22 janvier 2011, la troisième rencontre hexagonale.

Toutes les informations sur le site : onnelacherien.org

RÉPRESSION la jeunesse en point de mire

Comme dans tous les mouvements sociaux, la jeunesse a été la première cible de la répression. Entre les policiers dans la rue et les proviseurs dans les lycées, les jeunes ont eu beaucoup de mal pour pouvoir s'exprimer. Il y a vraiment de la part du pouvoir en place une phobie des jeunes; on se souvient de l'épisode autour des apéros facebook. On a le sentiment qu'il y péril en la demeure dès que les ados prennent la parole et se réapproprient les espaces publics.

Les jeunes seraient donc responsables pénalement dès 13 ans, des prisons pour mineurs sont ouvertes, mais ils ne devraient pas descendre dans la rue pour exprimer leurs opinions, comme si la citoyenneté consistait en un passage tous les cinq ans dans l'isolement, comme si la démocratie n'était pas justement l'espace- l'agora- politique où se débat les questions essentielles du comment et pourquoi vivre ensemble.

A Montreuil, ville dans laquelle Joachim Gatti avait déjà été gravement blessé en 2009, Geoffroy, un lycéen a été blessé à l'œil par un tir de flash-ball. Et dans de nombreuses villes l'emploi de la force a été disproportionné, comme s'il fallait créer des incidents pour justifier la campagne de dramatisation politicienne, comme à Lyon ou à Nanterre. Le contrôle s'exerce aussi par l'emploi de la vidéo-surveillance (policiers caméras sur moto) et les BAC qui s'intègrent aux cortèges et provoquent des incidents par des bousculades et des insultes. Face à cela, seules la solidarité et l'organisation des cortèges sera une réponse efficace.

C'est aussi dans les peines prononcées par les tribunaux que la répression s'est exercée. L'exemple de St-Nazaire est à ce sujet édifiant. Cette ville de forte combativité ouvrière a vu des manifestations très massives contre la réforme. Et l'opposition, à la différence d'une ville teritaire comme Nantes, reste beaucoup plus conflictuelle et combative. Voici des extraits d'un texte distribué par le CODELIB (1) "... Ainsi, depuis le 23 septembre 2010, pour 5 manifestations qui se sont terminées par des heurts entre forces de l'ordre et manifestants, on peut dresser ce sinistre bilan qui dénombre au moins :

- 64 interpellations (dont une vingtaine de mineurs)
- 60 gardes à vue
- 16 personnes traduites au tribunal au cours de 5 audiences en comparution immédiate

- 15 jugées : 15 peines de prison ferme prononcées (17 au 16 novembre)

- 12 incarcérées avec mandat de dépôt, dont une détention « préventive » pour avoir refusé la comparution immédiate !

- Des procès à suivre en novembre, décembre, et jusqu'en mars !

La pensée maîtresse du pouvoir sarkozyste, c'est « taper dur » !

Taper dur sur les acquis sociaux, taper dur sur les salariés, taper dur sur les petits, taper dur sur les manifestants, taper dur sur les « casseurs »... Quand il n'y a pas de « casseurs », le pouvoir en fabrique, au besoin il en infiltre dans les manifestations et suscite les vocations. Ainsi, on ne peut que se poser cette question :

pourquoi les forces de répression repoussent elles toujours les manifestants vers le Ruban Bleu, sinon dans l'espoir qu'il y ait de la casse ? On peut également se demander pourquoi les médias aiment tant montrer des manifestants, feux de Bengale à la main, poubelles et buissons enflammés, « casseurs » à terre et menottés ? Autant d'images-chocs, alors qu'il n'y a eu cet automne ni casse organisée, ni fonctionnaire de police blessé !

Pour nous, la violence est celle de la répression, organisée par un pouvoir qui tape dur, avec force bâtons, grenades diverses, flash-ball, arrestations violentes, humiliations et intimidations de toutes sortes. Ainsi à Saint-Nazaire, un manifestant a perdu l'usage d'un pied en 2009, et une passante « bousculée » par les forces de police a eu les deux poignets fracturés le 12 octobre 2010.

A chaque fois, le Parquet requiert de la prison ferme et des incarcérations immédiates. A chaque fois, le tribunal applique de la prison ferme après des délibérés qui le plus souvent ne dépassent pas 5 minutes. A chaque fois, les fourgons grillagés emportent nos camarades vers la prison. Il n'y a pas de bons ou mauvais manifestants comme tentent de le faire croire le pouvoir et ses relais, il y a juste des manifestants."

(1)CODELIB -Comité de défense des libertés fondamentales contre les dérives sécuritaires- codelib saintnazaire@gmail.com ou www.codelib.info



ECHOS DE LA LUTTE

Interview du journal de lutte Jusqu'ici

Avec *Jusqu'ici*, nous avons senti, comme beaucoup d'autres, une puissance, jusqu'ici léthargique, qui jaillissait soudain avec une force neuve. Ce mouvement d'octobre 2010 ne fut pas seulement une colère contre la réforme crapuleuse des retraites, qui accélère le désastre social en cours ; nous avons aussi profité de ce moment de ralentissement général pour nous connaître, nous reconnaître, pour créer des liens et des outils. Autant de pratiques acquises, qui sont à réactiver et à cultiver pour la suite.

Que ce soit pour *Jusqu'ici* ou pour d'autres morceaux des luttes à venir, nous avançons, avec des discussions qui s'amorcent et que nous devons approfondir : les questions du temps libre, des cultures communes, de la société industrielle, du sens de la production, de l'évolution du monde du travail, des territoires d'ancrage d'une lutte, etc. : toutes ces liaisons dangereuses entre milieux séparés - à décloisonner.

Il nous reste du travail à accomplir : récolter les récits de celles et ceux qui subissent ce système ou le combattent, aller à la rencontre des univers de contestation qui nous sont inconnus, rester en dehors de la forme classique du parti et de la bureaucratie, refuser avec entêtement les postures agressives et méprisantes de la pureté révolutionnaire.

Nous pouvons nous sentir forts et grandis du mouvement qui vient de passer ; il nous reste à envisager la suite, à raccrocher nos engagements aux plaisirs de la rencontre et du « faire ensemble ». *Jusqu'ici*, avec d'autres outils et liaisons, est là, en cellules dormantes, prête à ressurgir et à s'épaissir.

Quel était votre objectif en réalisant Jusqu'ici ? Quelles en étaient les motivations ?

Après quelques semaines de mouvements, une fois que toutes les raffineries étaient bloquées et que l'économie commençait à en pâtir, on s'est demandé l'intérêt de préparer un cinquième numéro de *Z* dans ce contexte-là. On avait envie de participer davantage à ce qui se passait et de trouver un remède à notre sentiment de dispersion et d'impuissance. On a alors pensé que, pour contribuer au mouvement, il était plus judicieux de faire un journal, ce qu'on savait faire, plutôt que d'essayer de raccrocher les wagons en permanence. Notre objectif était donc de rendre visible la pluralité des actions, des modes d'organisations et des mots d'ordre de ce mouvement, se faire les « greffiers » de cette lutte et proposer un outil de liaison papier.

Quel a été l'écho de Jusqu'ici ?

Pour la préparation de ce bulletin, nous avons lancé un appel public, une bouteille à la mer qu'on craignait de voir se perdre sans écho. Or, dès la première réunion, des camarades, mais aussi beaucoup de personnes jusque alors inconnues ont répondu à l'appel, à Paris et dans plusieurs autres villes de France. Un groupe *Jusqu'ici* Lyon s'est constitué spontanément. Les deux numéros ont largement été diffusés pendant les manifestations à Paris et dans plusieurs autres grandes et petites villes comme Rennes, Nantes, Brest, Limoges, Lille, Dijon, Lyon, etc. Il a même légèrement dépassé les frontières de l'Hexagone, puisque, par la diffusion dans les manifs parisiennes, *Jusqu'ici* s'est retrouvé avoir des échos, et du soutien financier, en Belgique, ainsi qu'au Portugal. Remplissant ainsi son premier objectif : la coordination du mouvement, et des informations non reprises par les médias «classiques».

Pourquoi choisir le format papier et non pas Internet ?

Pour plusieurs raisons. Peut-être, d'abord, parce que rien ne vaut un journal papier qu'on diffuse de la main à la main, qui permet de discuter et de rencontrer les personnes qui s'en saisissent. Aussi parce que

beaucoup d'informations sont disponibles en ligne, mais qu'il est souvent difficile d'y voir clair, d'avoir une vision d'ensemble tant on est vite entraîné par un flux massif et non ordonné d'informations.

Au regard de l'ensemble des contributions, qu'avez-vous pu noter de particulier dans ce mouvement ?

Ce que les articles ont vite montré, c'est que la grève ne permet plus de bloquer l'outil de production. Avec la multiplication des atteintes au droit de grève (mise en place du service minimum dans les transports, réquisitions étendues au secteur civil, répression de plus en plus courante sur les grévistes, précarité des travailleurs), le blocage est alors apparu comme un moyen évident de donner de la puissance au mouvement social et de tenter d'infléchir la décision du gouvernement sur la réforme des retraites. Jusqu'à présent réservé aux plus énervés dans les mouvements précédents, et notamment pendant le CPE, le mot d'ordre du blocage a, cette fois-ci, été largement repris, des syndiqués aux non-affiliés. De la zone industrielle nord d'Amiens, aux centres commerciaux de la région du Havre en passant par les raffineries et le port de Marseille, le blocage s'est imposé comme un moyen permettant aux salariés, mais aussi à tous ceux qui (ne pouvant pas directement peser sur les outils de production) n'ont pas de lieu de travail à bloquer (précaires et chômeurs, administratifs, étudiants, retraités, etc.) de trouver une place dans cette lutte et de se rencontrer.

Est-ce un retour de la « mythique » classe ouvrière ou un dernier sursaut de cette dernière ?

Difficile de se prononcer là-dessus : le sujet outrepassait largement la raison d'exister première de *Jusqu'ici*. Mais, si on doit reprendre quelque chose de Bernard Stiegler, c'est son expression de « prolétarisation généralisée ». Historiquement, la prolétarisation, c'est la perte du savoir du travailleur face à la machine qui a absorbé ce savoir. Aujourd'hui, la prolétarisation, c'est la standardisation des comportements à travers le marketing et les services, et la mécanisation des esprits qui fonctionnent de plus en plus avec des béquilles technologiques.

On a pu noter dans vos contributions l'importance de la province par rapport à Paris dans les mobilisations. Comment analysez-vous ce fait ?

Paris est la ville où se concentrent les instances de pouvoir ; et la bureaucratie syndicale y empêche peut-être plus les rencontres qu'ailleurs.

Vous étiez à Grandpuits, où il y avait une forte solidarité comme



La revue *Z* est venu poser ses valises dans le coin de Notre Dame des Landes près de Nantes et nous a concocté un excellent numéro sur le projet d'aéroport, sur les résistances, sur le Vert mis à toutes les sauces, sur l'idéologie du développement durable, etc. 176 excellentes pages.

contact@zite.fr

Dispo 10 euros (+ 2 de port) à CERED BP 80322 44803 St Herblain cdx. ORDRE REFLEX

dans les autres raffineries. Est-ce que l'on peut dire que c'est au moment de la réquisition que s'est joué l'avenir du mouvement ?

Bien que Charles Foulard, le responsable syndical CGT des raffineries Total, ait maintes fois repris les journalistes pour leur faire comprendre que les raffineries et, a fortiori, Grandpuits n'étaient pas le fer de lance du mouvement, beaucoup d'espoir se sont tournés dans cette direction. En l'absence d'un large engagement des cheminots ou des routiers, les raffineries devenaient l'outil de blocage par excellence. Les réquisitions ont donc porté un coup dur au mouvement, mais rien ne permet d'affirmer que c'est l'avenir du mouvement qui s'y est joué. D'autres secteurs auraient alors pu prendre la relève.

Comment expliquez-vous le repli de la CGT sur ce sujet ?

La traditionnelle peur du débordement, sans doute.

Avez-vous reçu des contributions de militants syndicaux ?

Très peu. Par contre, on s'est permis de reprendre quelques communiqués comme celui du bassin minier dans le deuxième numéro.

Les mobilisations ont marqué l'émergence d'AG interpro et une volonté de transversalité entre syndiqués et non-syndiqués, cela s'est-il matérialisé au travers de vos témoignages ?

La plupart des textes font référence à ces rencontres, assez inédites pour les plus jeunes d'entre nous. Ce sont des rencontres à entretenir et à poursuivre pour penser les modes d'actions, mais aussi pour réfléchir à ce



qu'on pourrait construire... Si ces rencontres ont eu lieu, il faut quand même préciser que plusieurs textes mentionnent la difficulté persistante à dépasser la frontière des identités (travailleurs-chômeurs, syndiqués-autonomes, etc.). Il faut du temps et de la patience pour décloisonner cette société, espérons que ce mouvement impulse un travail dans ce sens.

RÉFLEXIONS D'APRÈS LUTTE

Ce qui sourd de ce mouvement social

par Evelyne Perrin (CAC I, Stop Précarité, Collectif Droits Nouveaux)

Le mouvement social de défense des retraites, même s'il n'est pas encore achevé, aura été inédit autant par son ampleur (sept manifestations massives, les dernières réunissant 3 à 3,5 millions de personnes), par sa durée (deux mois), que par ses formes et son contenu. Tentons un décryptage.

1. LA NOUVELLE CONSCIENCE DE L'ABSENCE D'AVENIR

Le mouvement social de septembre-octobre 2010 a été marqué par l'irruption des jeunes, tardive, mais décisive. Les jeunes, des lycéens aux étudiants, ont montré qu'ils avaient parfaitement compris l'enjeu de la contre-réforme des retraites et ses conséquences pour eux, même apparemment lointaines. C'est que cette contre-réforme a été assénée dans un contexte particulier : celui d'un chômage des jeunes massif - 20% en moyenne, mais jusqu'à 42 % officiellement pour les 18-25 ans habitant les ZUS - ; et d'un sentiment d'être condamnés au déclasserement social, quels que soient les diplômes accumulés : le constat qu'il n'y a plus de place pour tout le monde sur le marché du travail, que le capital ne veut même plus employer la jeunesse, mais préfère délocaliser et investir massivement à l'étranger, dans les nouveaux pays émergents. Dès lors sourd un sentiment encore confus, diffus : si le capital ne veut plus m'employer, eh bien, c'est moi qui ne veux plus de lui. Un refus de la soumission nouvelle qu'exige le discours de l'employabilité à tout prix, pour faire n'importe quoi à n'importe quel prix, en restant de plus en plus longtemps précaire, en acceptant des salaires de misère.

Ainsi se cherche confusément un désir de reprendre contrôle sur sa vie, d'échapper à la soumission de sa subjectivité, de s'évader de ce système mortifère. C'est cette nouvelle subjectivité qui s'exprime depuis le printemps chez les jeunes précaires qui ont entamé la « grève des chômeurs ». Elle s'était déjà manifestée chez tous ceux

que le pouvoir baptise d'« autonomes », de Tarnac aux squatts parisiens, ces jeunes formés au situationnisme et à l'anarchisme qui veulent s'évader du système.

Plus encore que chez les adultes, les slogans, les pancartes, les cris des jeunes mobilisés dans ce conflit ont dépassé la seule question des retraites, et ont posé clairement la question de s'attaquer au système capitaliste lui-même. Par là s'exprimait, de façon certes non explicite, le désir d'inventer des solutions alternatives, d'être l'auteur de sa vie.

2. DE NOUVELLES FORMES DE LUTTE

Les formes de lutte utilisées, par leur nouveauté, leur radicalité, les cibles qu'elles se sont choisies, les modes d'action employés, ont comporté une dimension nouvelle. Elles ont porté - au sens de grosses de quelque chose de nouveau - une dimension de prise de pouvoir, de reprise de contrôle sur la production et la consommation, sur les flux d'échange capitalistes, sur la grande machine du capital métropolitain. Le conflit s'est certes partiellement déplacé de l'usine à la ville, pour bloquer ses échanges, son fonctionnement (routes et autoroutes, carrefours, voies ferrées, ports), ce qui avait déjà été le cas lors du conflit des régimes spéciaux de 1995, ou lors du CPE. Mais ce qui est radicalement nouveau est que les salariés du secteur privé, pour la première fois massivement entrés dans la danse, et là où ils avaient un pouvoir de blocage de l'économie (raffineries, ports...), l'ont exercé avec une détermination et sur une durée exceptionnelles, comme s'ils prenaient enfin conscience que l'économie, le capital ne seraient rien sans eux ; et qu'ils avaient un droit sur la production, un pouvoir de décision. C'est bien cette mise en œuvre d'un pouvoir de décision, d'une capacité de blocage, qui a été nouvelle et a charrié un nouvel imaginaire.

3. Un nouvel imaginaire du travail et du pouvoir sur sa vie

Ce qui a uni dans la lutte des secteurs très différents de la société civile, salariés du public, salariés du privé, jeunes lycéens et étudiants mais aussi jeunes des quartiers sensibles (sans les agressions qui avaient marqué la fin du mouvement du CPE), fut une prise de conscience que l'on arrivait là, avec cette attaque sur les retraites venant après tant d'autres (l'école, l'université, l'hôpital, mais aussi la « karchérisation des jeunes des cités, la chasse aux sans-papiers, aux Roms, ...), au bout d'un processus généralisé de décomposition des acquis sociaux et même quelque part de la république, sous le poids de la finance mondialisée (FMI, purges d'austérité dans tous les pays après avoir renfloué les banques), avec un étalage sans précédent de la collusion entre les dirigeants politiques et la classe possédante. Et que si l'on tolérait cette énième attaque, il ne resterait bientôt plus rien, car les attaques se poursuivraient de plus belle, à un rythme inouï. Donc, une sorte d'ultimatum : Soit nous résistons, soit nous en crevons !

Cette prise de conscience du caractère non seulement injuste, mais mortifère du régime capitaliste a engendré une colère, certes, mais plus que cela : un désir d'en finir avec cette soumission, avec cette confiscation de notre pouvoir d'agir. A sourdi en profondeur une conscience que tous unis, nous pouvions mettre le holà à cette dérive funeste, littéralement effrayante, et qui jusqu'alors avait bénéficié d'un effet d'effacement, de résignation hébétée.

A surgi en profondeur, dans l'inconscient collectif, que cela suffisait, que le temps était venu de dire non seulement « Non ! », mais encore « Oui, nous pouvons reprendre le contrôle de la situation ! Nous voulons un autre monde, pour nous et pour nos enfants ! » Les vannes d'un nouvel imaginaire se sont ainsi entr'ouvertes et ne se refermeront plus.

Ce mouvement de fond ne doit rien aux centrales syndicales – du moins les dites « représentatives » –, les a dépassées et passablement effrayées. Il n'attend rien du parti ayant vocation à l'alternance, dont on n'attend même plus qu'il revienne sur ces réformes qu'il a approuvées à demi-mot. Ce mouvement doit se construire par ses propres forces. Or, il en est conscient, et s'en donnera les moyens, quels que soient le temps qu'il lui faudra et les difficultés à surmon-

ter. Un point de non retour a été franchi dans la conscience de la société civile, des manifestants, des sympathisants. Tout reste à construire, mais le chemin est ouvert, dégagé.

4. Les futurs en gestation

Déjà, lorsque les salariés de la raffinerie Total des Flandres à Dunkerque avaient fait grève début 2010 et mis dehors leur patron aux cris de « On est chez nous ! », lorsque les Contis avaient défié leur multinationale et les syndicats jusqu'à arracher des indemnités sans précédent faute de la reconversion espérée, quand les salariés de Philips à Dreux avaient repris le contrôle de leur usine en janvier 2010, la même prise de conscience existait, le constat que sans les ouvriers, le capital n'est rien. Et que la richesse, comme l'usine, appartient à ceux qui la produisent.

Cette conscience s'est affirmée quand les dockers de Marseille ont bloqué le port des semaines durant, quand les salariés des douze raffineries du pays ont bloqué la production et asséché les stations-service, faisant trembler le pouvoir. Ce qui a surgi au fond de la colère et par-delà, c'est la découverte que les travailleurs pouvaient reprendre le contrôle sur leur vie, le contrôle de la production, de leurs usines : comme l'ont montré les salariés de Continental à Mexico qui ont repris leur usine en coopérative et ont pu embaucher 200 salariés de plus, on peut produire sans le capital, en s'émancipant de son emprise. La conscience en est encore ténue, peu explicite, mais elle fait son chemin. Les manifestants, les « bloqueurs » et « preneurs d'otages », vont tirer le bilan de ces dernières semaines et aiguïser leur analyse et leurs outils de lutte (dès ce samedi 6 novembre à l'AG des AG à Tours).

Cette conscience n'a pas disparu avec ce que les médias dominants appellent trompeusement la fin du conflit. La grève va prendre d'autres formes, le mai rampant est là. Rien ne sera plus comme avant. La mobilisation sociale de septembre-octobre 2010 a fait naître quelque chose qui, comme après mai 68, n'est pas près de disparaître : le nouveau est là. Les salariés ont pris conscience de leur force, de leur désir, de leur pouvoir. Gageons qu'ils sauront s'en servir à l'avenir.

Paris, 3 novembre 2010

